

Recherches sociographiques



L'histoire économique de la province de Québec jusqu'à la fin du XIXe siècle

Albert Faucher

Volume 3, Number 1-2, 1962

Situation de la recherche sur le Canada français

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055109ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055109ar>

[See table of contents](#)

Article abstract

Commentaire

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Faucher, A. (1962). L'histoire économique de la province de Québec jusqu'à la fin du XIXe siècle. *Recherches sociographiques*, 3(1-2), 45–53.
<https://doi.org/10.7202/055109ar>

L'HISTOIRE ÉCONOMIQUE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC JUSQU'À LA FIN DU XIX^e SIÈCLE

Cette communication envisage l'historiographie canadienne dans la perspective d'une histoire économique de la province de Québec du XIX^e siècle. Nous allons donc, d'abord, nous demander ce qui a été fait, ce qui peut être considéré comme matériaux pour une histoire économique du XIX^e siècle. Nous allons, deuxièmement, nous interroger sur les perspectives et les problématiques d'une telle histoire et, enfin, sur les conditions fondamentales de l'historiographie économique au Canada français.

I

INVENTAIRE DES MATÉRIAUX

Les matériaux pour une histoire économique de la province de Québec sont nombreux et hétéroclites à la fois. Ils appartiennent, pour ainsi dire, au genre de la petite histoire et il faut, pour les apprécier, les considérer comme éléments d'une histoire intégrale. Pourtant, on ne peut pas dire qu'ils ont été écrits dans cette perspective. On ne peut pas dire non plus qu'ils reflètent l'effort scientifique, surtout pas ceux du XIX^e siècle. Plutôt, ils nous paraissent être le fruit de la spontanéité, comme la prose de monsieur Jourdain. Certains curés, par exemple, en écrivant l'histoire de leur paroisse, nous ont fourni des renseignements susceptibles d'éclairer l'histoire économique. Quelques professeurs d'université, à l'occasion de travaux de recherche para-académiques, qu'il fallait présenter dans une certaine rétrospective, auraient écrit quelques pages d'histoire économique. Et les chambres de commerce ou autres associations de défense ou de promotion n'y auraient-elles pas fourni des contributions appréciables? Et tous ceux qui, à l'occasion d'un centenaire, ont publié une histoire de leur institution séculaire? De même, certaines associations qui se sont inquiétées de l'exode rural, de l'urbanisation ou qui, en général, se sont préoccupées de l'avenir des francophones en Amérique du Nord? Et les fonctionnaires dans leurs rapports au gouvernement, les rapports de Comités ou de Com-

missions royales ? Au XIX^e siècle, et au début du XX^e, les hauts fonctionnaires et les ingénieurs étaient pratiquement les seuls à réfléchir sur les problèmes économiques.

Aux fins de la présente communication, on peut réduire à quatre les centres d'intérêt qui ont polarisé les efforts de réflexion économique. Ce sont : 1^o Géographie et population ; 2^o Industrie et commerce ; 3^o Agriculture, colonisation, mines, chasse et pêche ; 4^o Études de caractère local ou régional.

Bien entendu, il ne s'agit pas d'un inventaire bibliographique ; un minimum de mentions suffira aux fins de la présente étude.

1. Géographie et population

Sous le titre « géographie et population », il faut mentionner l'enquête de Joseph Bouchette et divers rapports d'arpenteurs pour le compte du gouvernement, le premier tome des *Études de notre milieu*, des Hautes Études commerciales, avec Brouillette, Tanghe, Dagenais ; et des articles, pour la plupart par des arpenteurs et ingénieurs, dans la *Revue de la Société de géographie*. Mentionnons l'histoire de la population canadienne-française de Langlois, quelques articles dans la *Revue canadienne*, la *Revue franco-américaine*, la *Revue trimestrielle canadienne*. Le sujet le plus fréquent nous paraît être l'émigration des Canadiens français. Serait-ce l'événement majeur du XIX^e siècle, et la manifestation d'un déséquilibre économique de la société canadienne-française ? Le sujet a été traité dans un ouvrage publié sous la direction de Gustave Lanctot : *Les Canadiens français et leurs voisins du Sud*. Plus récemment, Robert Rumilly, dans son *Histoire des Franco-Américains* (Montréal, 1961) esquisse le mouvement migratoire des « premières paroisses ». Il écrit notamment : « Les phénomènes économiques déterminèrent une émigration continue ».

2. Industrie et commerce

Sur l'industrie et le commerce, un ouvrage de Louis Strauss, *Le Canada au point de vue économique*, publié à Paris en 1867, traite incidemment de la province de Québec, de même que l'ouvrage de Maurice Dewavrin, *Le Canada économique*, publié à Paris en 1909 ; mais ces deux ouvrages touchent assez peu aux problèmes de l'évolution économique du Canada au XIX^e siècle.

Horace Têtu publiait à Québec, en 1899, son *Résumé historique de l'industrie et du commerce, de 1775 à 1900*, un ouvrage de description et de compilation statistique. Les ouvrages de J.-M. Lemoine et de William Wood ont un caractère général et ne traitent qu'occasionnellement d'industrie à l'échelle du Québec ; de même Donald Bartlett, en ce qui regarde l'industrie métallurgique de la région de Montréal. La revue *Actualité économique* contient plusieurs monographies industrielles comportant des

esquisses historiques ; de même, la série *Les manufactures de la province de Québec*, publiée par le Ministère du Commerce de la province. Le même ministère publiait récemment, dans le genre économétrique, l'ouvrage d'André Raynauld, *Croissance et structure économiques de la province de Québec*. On y trouve une rétrospective qui nous reporte à 1870.

Sur le commerce local, régional ou provincial, assez peu de matériaux. Il convient toutefois de mentionner Gérard Parizeau, *L'assurance incendie au Canada* (Montréal, 1935), Arthur Belzile sur les sociétés mutuelles, mais il peut être hasardeux de parler de mutualité et de coopération sous la rubrique commerciale.

Le grand commerce ou les ramifications du grand commerce dans la province de Québec ont peut-être attiré plus de chercheurs ; mais les travaux de ces chercheurs ne visent pas directement la province de Québec. C'est le cas, par exemple, de certains articles dans la série *Canada and its Provinces*.

On reconnaîtra toutefois qu'en cette matière, et comme dans l'étude des grandes industries contemporaines, il peut être difficile de limiter la recherche aux problèmes qui touchent immédiatement, ou directement, la province de Québec. Ces types d'activité économique s'accommodent mal des frontières politiques ou ethniques. Et le chercheur est bien obligé d'en tenir compte. La délimitation ou la définition doivent donc être faites par rapport à des espaces abstraits plutôt qu'à des espaces géographiques. Les bornes spatiales du sujet qu'on traite sont imposées par le réseau des relations humaines, technologiques, financières qu'il comporte et les bornes peuvent varier à l'intérieur d'un même sujet d'étude, selon qu'on le traite du point de vue humain, du point de vue technologique ou du point de vue financier. De sorte que chaque sujet implique ses espaces spécifiques, espaces qui ne sont pas nécessairement co-extensifs aux bornes géographiques de la province de Québec et qu'il incombe au chercheur d'accepter et à l'écrivain de déterminer.

Sans contester sa raison d'être, on peut dire que la petite histoire, en économique, devient un genre de plus en plus difficile à pratiquer. Cette difficulté provient des ramifications de plus en plus vastes des tissus de l'événement qu'on aborde ; ramifications vastes, plus ou moins, selon les divers aspects d'un même problème. Envisagée par rapport à la notion d'espace économique, cette difficulté fait comprendre pourquoi géographes et théoriciens économistes ont tant de peine à s'entendre sur une commune conception de la région économique. Pour les mêmes raisons, sont difficiles les recherches d'histoire économique centrées sur l'entreprise ou, plus exactement, sur la notion d'*entrepreneurship*, à laquelle on voudrait donner une connotation canadienne-française. Soyons d'accord avec F.-A. Angers qui, dans un article de la *Revue d'histoire de l'Amérique française* (septembre 1961), réclamait des études de cette espèce, études qui, semble-t-il dire,

pourraient nous éclairer sur l'origine des grandes défections nationalistes. Soyons d'accord, bien sûr, mais admettons en hypothèse que l'expansion de la grande entreprise, qui oblige l'historien économiste à travailler sur des espaces aussi vastes que variables, exposait le chef d'entreprise canadien-français à l'aliénation.

Quant à la possibilité d'éclairer l'histoire économique de la province de Québec en prenant ce thème comme point de départ, on peut en discuter. Pour le moment, poursuivons la reconnaissance du terrain historiographique.

3. *Agriculture et colonisation, chasse, pêcheries et mines*

Agriculture et colonisation, chasse, pêcheries et mines. En somme, on pourrait dire : mise en valeur et aménagement de l'espace.

Sur l'agriculture et la colonisation, nous pouvons considérer comme matériaux authentiques les travaux de l'abbé Ivanhoe Caron, Stanislas Drapeau, Vattier, Leslie Jones, J.-C. Chapais, E. Bouchette, Esdras Minville, Firmin Létourneau, Marc Perron. Sur les pêcheries : Louis Bérubé et Pierre Dagenais. Sur la chasse, Benoît Brouillette et Gérard Gardner. Sur la forêt, l'industrie forestière et les mines : Pierre Asselin, François Vézina, Arthur Lower et Harold Innis.

4. *Études de caractère local ou régional*

Enfin, nous arrivons à une quatrième et dernière catégorie : les études de caractère local et régional. Même si les monographies paroissiales n'ont pas été écrites dans l'optique économique, elles n'en contiennent pas moins quelques pages utiles à l'étude du milieu économique de la province de Québec du XIX^e siècle. Les monographies régionales sont toutefois, du point de vue économique, plus remarquables, tout naturellement, car on y essaie d'expliquer les événements par rapport à des espaces qui correspondent davantage aux cadres de l'activité économique. Ici, il faut mentionner l'histoire économique de Montréal, de Bruchési, les études de Conklin sur Québec et d'Atherton sur Montréal.

En terminant ce bref inventaire, il peut être bienséant de souligner le grand mérite du groupe de l'École des Hautes Études commerciales qui s'est exprimé depuis 1925, dans *l'Actualité économique*, et qui a produit les *Études de notre milieu* de 1942 à 1946. Et enfin, une mention toute particulière de Raoul Blanchard, géographe du Canada français. Il ne s'est jamais donné pour historien économiste et pourtant, dans ses enquêtes, il n'a jamais négligé la dimension temporelle des phénomènes spatiaux qu'il a étudiés. Ses ouvrages abondent en aperçus historiques. L'historien pourra le critiquer, il n'aura jamais fini de le consulter ou de le citer. Peut-être dira-t-on de lui ce que Talleyrand disait de Jeremy Bentham : on a beau le piller, il demeure riche.

En conclusion, disons que nous avons accumulé une quantité assez considérable de matériaux pour servir à une histoire économique de la province de Québec au XIX^e siècle. Et cependant, il faut bien avouer que la plupart ne répondent pas aux exigences méthodologiques et techniques de l'histoire économique, que la plupart ne comportent pas ce minimum d'analyse qui les rendrait immédiatement utilisables. On ne peut pas les insérer comme tels dans un schème d'explication globale de l'économie du XIX^e siècle. Ce sont des matériaux.

Pour faire une histoire économique de la province de Québec, il faudra des historiens économistes. Or cette espèce n'est pas facile à recruter, dans les écoles de sciences sociales du moins, non seulement au Canada, mais aussi aux États-Unis. Ou encore, ceux des économistes qui se vouent à cette discipline auront tendance à sacrifier la réalité historique à leur modèle théorique. Il demeure que nous avons un besoin urgent d'historiens économistes, surtout au niveau des sciences sociales. C'est précisément à ce niveau que nous allons maintenant nous interroger sur les perspectives et les problématiques de l'histoire économique.

II

PERSPECTIVES ET PROBLÉMATIQUES

Il n'est peut-être pas exagéré de dire que l'histoire économique de la province de Québec est encore à faire. Est-il nécessaire d'ajouter qu'elle doit être faite, autant que possible, par des historiens économistes? Mais alors, historiens économistes de quelle espèce? Car il y en a deux espèces : ceux dont la formation de base est historique et ceux dont la formation de base est économique. Nous n'avons pas le choix, tellement sont rares ceux qui s'orientent délibérément vers cette discipline. L'on sait, toutefois, que les universités nord-américaines exigent de ceux qui se préparent à l'histoire économique beaucoup de théorie, ce qui veut dire passablement de mathématiques.

L'histoire économique vient à peine de se relever du choc de l'impérialisme keynesien qui l'a presque anéantie au cours de la période d'après-guerre.

Sous l'empire de la *Théorie générale* de Keynes, qui a même refoulé dans l'ombre le célèbre Schumpeter, on ne s'embarrassait pas de perspectives longues, non plus que de rétrospectives. Dans une telle conjoncture, il devenait difficile de recruter des candidats à l'enseignement et à la recherche, en histoire économique. Toutefois, cette discipline a survécu. Et l'historien économiste continue sa tâche, accompagné, cette fois, du théoricien du développement économique, cette espèce d'historien lui-même, qui s'appli-

que principalement à l'histoire économique de l'avenir. Avec lui l'avenir est garant du passé. Les perspectives appellent les rétrospectives.

Ce qu'il faut souligner surtout, c'est que l'historien économiste de la renaissance post-keynesienne a pour compagnon un collègue féru de mathématique. En sa présence, s'il éprouve lui-même quelque penchant pour la mathématique, l'historien peut contracter le mal de l'imiter ; ce qui ne serait pas si grave s'il n'allait pas ainsi se soustraire au labeur purement historique en prenant la tangente du modèle théorique. Cette solution de facilité consiste à fabriquer des schèmes d'explication ou d'interprétation et à les remplir de faits propres à les étayer. Une université américaine est même en voie de pousser cette méthode au point de confier au cerveau électronique l'interprétation des quantités économiques du XIX^e siècle. Tout en admettant l'efficacité de ce procédé dans la manipulation de certaines séries chronologiques, on peut se demander, avec une certaine inquiétude, si le procédé ne va pas se répandre au point d'éliminer les travailleurs manuels de l'histoire économique. Phénomène d'automatisation.

Le professeur Heaton, au congrès des historiens économistes de Philadelphie en 1960, où les théoriciens du développement économique avaient la majorité (nous ne constituons pas une profession fermée), remarquait qu'il avait vécu assez longtemps pour assister à la naissance de la cliométrie.

Tout en nous réjouissant de cette innovation, qui doit aussi réjouir les marchands d'appareils électroniques, nous pouvons nous interroger sur l'avenir de l'histoire économique, dans une conjoncture dominée par la mathématique. Remarquons que les économistes se font de plus en plus rares dans les salles des archives publiques. Nos historiens économistes cèdent-ils au démon de la tangente mathématique ? Qu'on se le tienne pour dit : ce n'est pas un démon qu'on chasse par le jeûne et la pénitence. Un peu de patience, un peu d'humour l'effaroucheraient davantage.

En ce qui concerne la province de Québec, dont l'histoire économique est encore à faire, nous avons besoin de chercheurs rompus au métier d'historien. C'est un point de vue qu'on peut soutenir sans mépris pour les méthodes d'analyse et les techniques de travail les plus récentes. Aussi longtemps qu'on n'aura pas transformé toutes les pièces d'archives en cartes électroniques, et aussi longtemps qu'on n'aura pas automatisé nos bibliothèques, la province de Québec aura besoin de travailleurs manuels. Travailler au pic et à la pelle, tel me semble être le lot de l'historien, même au milieu du XX^e siècle. De cette espèce archaïque de travailleurs, le Canada français ressent un extrême besoin.

À travers tous ces propos, vous avez reconnu les historiens qui travaillent en compagnie d'économistes ou de théoriciens de l'économie. Il ne faudrait pas croire, pourtant, que l'histoire économique ne peut se développer qu'à l'ombre des sciences sociales. En France, elle s'est développée, et très bien, dans les cadres d'instituts divers. Et en Angleterre, où générale-

ment l'histoire économique est logée dans les départements d'économie, le célèbre Clapham a fait sa carrière dans un département d'histoire, à Cambridge.

Où qu'ils soient, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, les historiens économistes demeurent une espèce hybride et exposée aux réprimandes, étant donné qu'ils ont établi leur quartier au carrefour de deux disciplines majeures : l'histoire et la théorie économique. Aux uns, on peut reprocher leur insuffisance en histoire, aux autres, leur insuffisance en théorie économique. Il n'est pas improbable, cependant, qu'un jour ils occupent la pièce centrale d'un édifice qu'on appellera du nom de l'ancien temple déserté : l'économie politique.

Tout cela pour dire que l'histoire économique jouera un grand rôle au Canada français, et à certaines conditions qu'il fallait soumettre à votre critique. Ces conditions sont : 1° La présence d'historiens économistes en plus grand nombre ; ce qui suppose une politique de recrutement, ou une tactique de séduction, vu que les candidats aux études supérieures n'ont pas tendance à s'orienter de ce côté-là. 2° La stabilité des historiens en place. Leur métier doit demeurer l'histoire, même s'ils ont été formés aux disciplines de la science économique. Ne pas esquiver. 3° Le rassemblement des historiens économistes de métier, sous une commune bannière, d'où qu'ils viennent, afin qu'ils se réconfortent mutuellement, car ils sont exposés à la sévérité du jugement, soit du côté des économistes purs, soit du côté des historiens purs. Il faut qu'ils comprennent que ce jugement ne peut pas être le dernier.

Comment orienter notre histoire économique ? vers quels secteurs de l'activité économique doit-elle porter ses efforts ?

Il semble que nous devrions, d'abord, organiser un fichier des matériaux acquis : documents, chroniques, brochures, ou autres médiums d'expression. Ce serait constituer des sources d'information générale sur l'économie du Québec au XIX^e siècle. Un tableau général de l'économie du XIX^e siècle faciliterait la pondération des événements, permettrait d'établir approximativement le poids des matériaux de la structure globale. Deuxièmement, nous pourrions colliger les quantités économiques, constituer des séries chronologiques, en particulier les prix des denrées agricoles. De là, nous pourrions préciser la chronologie des cycles. Grâce à l'information générale, grâce aussi à cette compilation des quantités économiques, l'historien pourrait plus facilement reconnaître les problèmes et les événements les plus significatifs quant aux mouvements de la conjoncture et à la transformation des structures.

Puisqu'il s'agit, ici, de besoins communs à tous les historiens économistes, pourquoi ceux-ci ne confieraient-ils pas ces tâches à un centre de recherche, c'est-à-dire à une équipe de travailleurs entraînés et bien dirigés. Certes, la recherche authentique repose sur l'effort individuel et sur la pensée

originale de chacun ; il n'en demeure pas moins que certaines tâches ne peuvent pas être exécutées adéquatement sans coopération et sans assistance.

Au-delà de ces tâches fondamentales, la coopération entre collègues demeure encore une possibilité, vu que la technique des références et des notes de travail qu'utilise l'historien invite au dialogue et aux échanges de vues. Est-il nécessaire de dire que l'historiographie du XIX^e siècle n'a pas répondu à cette exigence de l'enquête scientifique ?

III

LES CONDITIONS DU PROGRÈS EN HISTOIRE ÉCONOMIQUE

L'histoire économique a pu se développer, soit en marge de la théorie et comme spécialité de l'histoire générale, soit à l'intérieur de la théorie, ou comme substitut à la théorie, avec Schmoller, par exemple ; mais, dans l'un et l'autre cas, elle s'est préoccupée des ensembles d'abord, pour s'appliquer à des études particulières ensuite. On ne gagnerait rien à ériger l'histoire économique en spécialité si l'on confinait sa tâche à un simple choix de faits plus ou moins importants pour l'explication des structures et de leur évolution.

Le souci de synthèse a guidé les débuts de l'historiographie économique : traités d'agriculture, dissertations sur le commerce, sur la monnaie ou autres, débouchent sur des grands schèmes. *Eighty Years' Progress of the United States*, édité par L. Stebbins, de Hartford, Conn., en 1861, de même que son analogue *Eighty Years' Progress in Canada*, édité par Hind en 1881, présentent des études sur l'agriculture, les plantations, la navigation à vapeur, le transport et les manufactures. Au début du XIX^e siècle, Callendar et Commons publiaient des documents. G. S. Callendar, *Selection from the Economic History of the United States*, parut en 1909 ; les dix volumes de J. R. Commons, *Documentary of American Industrial Society*, parurent de 1909 à 1911. En 1904, la Carnegie Institution assumait la responsabilité financière d'une série dirigée par Henry W. Farnham et qui contient Johnson sur le commerce (1915), Clarke sur les manufactures (1916), Merger et McGill sur les transports (1917), Commons sur le travail (1918), Bidwell et Falconer sur l'agriculture (1925).

Ces ouvrages ont fait sentir le besoin d'un substratum d'information statistique et, en 1922, se constituait le *National Bureau of Economic Research*, sous la direction de E. F. Gay et W. C. Mitchell. Au Canada, l'historiographie économique a suivi une courbe semblable. Elle s'est acquise une place dans les départements d'histoire économique grâce aux efforts de compilation documentaire de Lower et Innis, *Select Documents in*

Canadian Economic History, d'où sortit un premier traité général d'histoire économique du Canada en 1933. Taylor et Mitchell publièrent leurs contributions statistiques à l'histoire économique du Canada en 1931.

À côté de la recherche documentaire et statistique, il faut mentionner le rôle que la géographie est appelée à jouer comme discipline auxiliaire de l'histoire économique, surtout lorsqu'il s'agit de travaux portant sur des infrastructures et des aménagements de l'espace. On peut en dire autant de la démographie.

Enfin quelques réflexions finales. Nous avons voulu indiquer quelques avenues de recherche ou quelques voies de pénétration dans le champ d'une histoire économique de la province de Québec au XIX^e siècle, à partir d'un certain héritage historiographique. Les voies d'accès peuvent être nombreuses, et toutes peuvent être bonnes, pourvu qu'elles débouchent sur des ensembles et qu'elles aboutissent à des aperçus sur les structures, et à des explications sur les changements économiques de la société québécoise, et pourvu qu'on y traite adéquatement les quantités économiques.

L'histoire de certaines entreprises québécoises du XIX^e siècle, par rapport au rôle de l'entrepreneur, offrirait, en particulier, une bonne voie de pénétration. Mais ce serait une voie aussi difficile que les autres. La notion schumpetérienne d'entrepreneur, ou l'activité entrepreneuriale, couvre plusieurs sphères de décisions ; et sans aucun doute, toute étude d'entreprise dirigée dans cette optique obligerait à reconstituer le milieu ambiant et déboucherait sur un grand schème de recherche.

De quelque côté qu'on oriente les efforts historiographiques, il faudra organiser les archives du XIX^e siècle ; mais si, en particulier, on veut orienter les efforts vers l'étude des entreprises capitalistes, il faudra dresser l'inventaire de nos archives régionales, privées et publiques, et stimuler la coordination et l'organisation des services au niveau des archives provinciales. On n'écrit pas l'histoire sans documents.

Albert FAUCHER

*Département d'économie,
Université Laval.*